

Organisation of the South American Treaty, and with the American Law Institute.

I would like to draw your attention to two UIHJ initiatives of significant interest. The first relates to the creation of the Institute of International Private Law and Enforcement Law. The Institute gathers judicial information, develops International Private law, offers training to professionals, studies and publishes judicial communications and maintains a worldwide library on these subjects.

The second relates to the development of what is called e-Justice, in essence the computerisation of the law with special focus on initiatives allowing the secure transmission of standardised information between judicial officers.

I cannot forget to mention an ambitious project recently initiated to create a worldwide code of enforcement in conjunction with professional and academics from all continents.

The UIHJ is not a syndicate. It does not strive for better salaries or charges (in the case of Solicitors) for its members. It strives for the dignity and independence of all kind of judicial officers and will stand beside, whatever the professional role, whenever these values are questioned.

The UIHJ can inform its Brazilian colleagues on initiatives to harmonise worldwide procedures and on related judicial studies in order to collaborate and dignify the profession in the eyes of all the Brazilian Judiciary.

The UIHJ wishes to actively collaborate with Brazilian judicial officers whenever they are involved in processes in other countries where the UIHJ is represented.

What can the Brazilian colleagues do for the UIHJ? Apart from being members and participating in its initiatives they can send to the UIHJ their judicial and academic studies and actively work together with foreign Judicial officers acting in Brazil. Who has not yet had a procedure in which either side has its origins or residency in various countries with diverse judicial systems?

I would like to end with my hope that our collaboration increases and that everyone's visits or contacts us. We are at your service.

If any of you will go to Portugal please visit us. At least we could recommend a good wine or a restaurant to eat salted cod Portuguese style!

Please feel free to ask any questions.

**José Carlos Resende**

*Rio de Janeiro, 28th November 2010*

## Un nouveau projet pour l'UIHJ dans les pays de la Mer des Caraïbes

L'UIHJ s'investit dans la Caraïbe, inspirée par la création de l'Ohadac, le pendant de l'Ohada dans cette partie du monde.

### Renforcer l'intégration économique dans l'ensemble de la zone de la Caraïbe

L'UIHJ est impliquée depuis de nombreuses années dans l'Ohada en Afrique, faisant de l'Ohadac un projet du plus grand intérêt pour notre organisation. L'Ohadac est l'Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires dans la Caraïbe. Les trente pays et entités concernées par le projet sont :

Antigua-et-Barbuda  
 Antilles néerlandaises  
 Bahamas  
 Barbade  
 Belize  
 Colombie  
 Costa Rica  
 Cuba  
 Dominique  
 Grenade  
 Guadeloupe  
 Guatemala  
 Guyana  
 Guyane  
 Haïti  
 Honduras  
 Jamaïque  
 Martinique  
 Mexique  
 Montserrat  
 Nicaragua  
 Panama  
 Porto Rico  
 République dominicaine  
 Saint-Christophe et Niévès  
 Saint-Vincent et les Grenadines  
 Sainte-Lucie  
 Suriname  
 Trinité-et-Tobago  
 Venezuela

Catherine Sargenti, d'ACP Legal, en Guadeloupe, a créé ce programme. Sur le site Internet de l'Ohadac, on peut lire : « Ce programme OHADAC, dont vous pouvez suivre le déroulement sur [www.ohadac.com](http://www.ohadac.com), confortera l'intégration économique de l'ensemble de la Région Caraïbe ; à l'instar de la réforme OHADA pour l'Afrique, le processus OHADAC permettra aussi à cette région du monde de disposer d'un droit internationalement respecté et reconnu, confortant la confiance des investisseurs et les échanges ».

Notre collègue Sue Collins, membre du bureau de l'UIHJ, est en charge de prendre contact avec les autorités des pays de la région. L'objectif de l'UIHJ est de proposer ses services à tous les pays du monde et doit se faire connaître dans cette partie du monde.

L'île de Sainte-Lucie a été la première à recevoir la visite de la représentante de l'UIHJ, en septembre 2011. Alana Simmons, de la Cour suprême de la Caraïbe de l'Est est actuellement responsable de l'Institut de formation judiciaire à la Cour suprême, située à Castries. Cet institut assure la formation initiale et continue des huissiers de justice des îles d'Anguilla, Antigua, Barbuda, Dominique, Grenades, Montserrat, Saint-Kitts, Nevis, Saint-Vincent, les Iles Grenadines, Sainte-Lucie et les Iles vierges. L'Institut de formation judiciaire assure également la formation des magistrats et du personnel judiciaire pour ces îles. M<sup>me</sup> Simmons a rédigé un manuel de formation comprenant les règles et les procédures devant être suivies par les offices d'huissiers de justice, manuel qui doit être finalisé et approuvé dans un futur proche. Une fois ce manuel approuvé, les séances de formation pourront commencer.

L'office du Registrar supervise les huissiers de justice. Kimberly Phulgence, Registrar de la High Court a indiqué qu'un à deux huissiers de justice sont employés dans chaque juridiction pour d'occuper de la signification des actes émanant de cette

juridiction. Selon la loi, l'huissier de justice s'occupe de la signification des actes de ces juridictions ou lorsqu'ils sont mandatés par la loi. M<sup>me</sup> Phulgence a expliqué que la police, les avocats et les Process Servers privés notifient également des actes sur les îles, parallèlement aux huissiers de justice, mais uniquement ceux qui ne sont pas confiés aux huissiers de justice par la loi. Ils peuvent également notifier les documents relatifs à des formulaires de demandes. Les agents de notification privés ne peuvent pour autant pas procéder à des saisies ni vendre les biens saisis — seuls les huissiers de justice pouvant exercer cette fonction.

### Un système bien organisé

La destination suivante de Sue Collins était la Martinique. Notre consœur a visité l'office d'huissier de justice de nos confrères Seilhan, Sillon et Lavigne. Philippe Seilhan, président de la chambre des huissiers de justice de Martinique et de Guyane, et son associé, Christophe Seillon, l'on accueillie dans leur office pour une journée de formation sur le système de l'exécution en vigueur en Martinique. L'office est situé à La Trinité et comprend trois associés et quinze employés (dix à l'intérieur de l'office et cinq sur le terrain). L'office est compétent dans toutes les parties de l'île. Il propose tous les services liés à l'activité de l'huissier de justice. L'office recouvre les dettes, suit les dossiers, recherche les débiteurs, saisit les biens, conserve et vend les véhicules, et offre d'autres services à ses clients.

Le français et le créole sont parlés par la plupart des habitants de l'île et le travail de l'huissier de justice est difficile. En dehors des villes, il n'existe pas d'adresses — simplement le nom de la personne recherchée et la zone où elle se trouve. Le clerc significateur doit soit savoir où trouver le destinataire soit s'adresser à des personnes qui l'aideront à le localiser. Les débiteurs peuvent conserver les biens saisis lorsque les échéanciers de paiement sont respectés. A défaut, ils peuvent conserver les biens saisis pendant un mois et tenter pendant ce temps de les vendre amiablement pour régler leur dette. Les véhicules saisis sont conservés en lieu sûr. Des ventes aux enchères sont organisées tous les mois.

La Martinique est un département français. Dès lors les huissiers de justice martiniquais sont soumis au système français. Dix-neuf huissiers de justice sont établis sur l'île dont la population s'élève à 400 000 personnes réparties dans trente-six communes. Jusqu'en 2011, il existait une seule

juridiction principale. Tout récemment des juridictions de degré inférieur ont été créées pour absorber le retard. Il existe également des huissiers du Trésor public. Ces fonctionnaires ont pour fonction de s'occuper essentiellement du recouvrement des créances de nature fiscale.

Les huissiers de justice martiniquais sont intégrés à la Chambre nationale des huissiers de justice de France. Le délégué à la Chambre nationale française pour la Martinique est Barbara Sigari, laquelle assiste à toutes les réunions à Paris. Nos confrères sont très bien organisés. Des réunions et conférences se déroulent régulièrement. Le bureau de la chambre départementale se réunit chaque semaine et les chambres de Martinique et de Guyane se retrouvent chaque année en octobre.

Le projet Ohadac de l'UIHJ va commencer par une étude et des recherches sur le système de l'exécution dans chacun des Etats de la Caraïbe avec pour but la formation, l'harmonisation et la coopération entre les Etats. L'UIHJ met l'ensemble de ses services et de ses compétences dans cette zone du monde. Dans les régions comme la Martinique où le système est très opérationnel, nos confrères seront contactés pour participer à des séminaires et des séances de formation à l'attention des îles où la formation n'est pas ou peu répandue. L'UIHJ va également contacter d'autres organisations présentes dans la Caraïbe pour développer des relations avec les autres professions juridiques, pour le bienfait de tous.

Cet article est le premier d'une série de rapports sur le projet et sur les systèmes existant dans la Caraïbe.

## New Project for the UIHJ in the Countries Surrounding the Caribbean Sea

The UIHJ takes on a new project in the countries surrounding the Caribbean Sea, inspired by the creation of Ohadac, as a counterpart of Ohada in this part of the world.

### Strengthening the economic integration of the entire Caribbean region

The UIHJ has been involved for many years with Ohada in the African region making the Ohadac project of great interest to the UIHJ.

OHADAC stands for Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires dans la Caraïbe. Translated this means the Organization for the Harmonization of Business Law in the Caribbean. The 30 Caribbean states involved in the project are:

Antigua and Barbuda  
 Netherlands Antilles  
 Bahamas  
 Barbados  
 Belize  
 Colombia  
 Costa Rica  
 Cuba  
 Dominica  
 Grenada  
 Guadeloupe  
 Guatemala  
 Guyana  
 French Guiana  
 Haïti  
 Honduras  
 Jamaica  
 Martinique  
 Mexico  
 Montserrat

Nicaragua  
Panama  
Porto Rico  
Dominican Republic  
Saint Kitts and Nevis  
Saint Vincent and the Grenadines  
Saint Lucia  
Suriname  
Trinidad and Tobago  
Venezuela

Catherine Sargenti of ACP Legal on the island of Guadeloupe created the program. The web site of OHADAC states: "This program OHADAC, will strengthen the economic integration of the entire Caribbean region, like the reform OHADA for Africa, the process OHADAC will also allow the region to have an internationally respected and recognized right, reinforcing investor confidence and trade."

Our colleague, Sue Collins, member of the board of the UIHJ, is in charge of getting contacts with representatives of the countries of the region. The aim of the UIHJ is to provide its services to all countries of the world and it needs to make itself known in the region.

The island of St Lucia was the first visit within this project, in September 2011. M<sup>rs</sup> Alana Simmons at the Eastern Caribbean Supreme Court is currently the person in charge of the Judicial Education Institute at the Supreme Court located in Castries, St Lucia. The Institute provides for the education and ongoing training of judicial officers on the islands of Anguilla, Antigua, Barbuda, Dominica, Grenada, Montserrat, St Kitts, Nevis, St. Vincent, the Grenadines, St Lucia, and the Virgin Islands. The Judicial Education Institute also provides training and education for the judges and all court staff on these islands. M<sup>rs</sup> Simmons has completed a training manual with the policy and procedures governing the office of judicial officer, which will be approved and finalized in the near future. Once the training manual is approved, training session for the judicial officers' will begin.

The Registrar's office supervises the judicial officers. M<sup>rs</sup> Kimberly Phulgence, the High Court Registrar explained that there are 1 or 2 judicial officers employed in each court that handle the service of process emanating out of the court. The judicial officer, by law, handles documents that have been issued by the court, or mandated by law to the judicial officer for service. She explained that there are police, attorneys and private process servers

who also handle process on the islands in addition to the judicial officer, but only process that is not mandated by law to the judicial officer. They may also serve process that began with a "claim form". Private servers may not seize or sell property to satisfy the debt - only the judicial officer has this authority.

### A very well organized system

The island of Martinique was the next stop where Sue Collins, the UIHJ delegate visited the offices of Seilhan, Sillon, Lavigne. Philippe Seilhan, the President of the Martinique and Guyana Chambers and Christophe Seillon, an associate in the office welcomed her to their office for a day of training in the enforcement system on the island of Martinique.

The office of Seilhan, Sillon, Lavigne is located in La Trinité, Martinique and consists of 3 associates and 15 employees — 10 inside the office and 5 in the field. The Jurisdiction of the office covers all regions on the island of Martinique. They are a full-service office offering all services necessary to carry on the work of a Huissier de Justice. The office is set up to accept payments, track cases, locate debtors, seize property, store and auction vehicles and any other service requested by their clients.

Creole and French are spoken by most inhabitants of the island and the work of the Huissier here is difficult. Outside the city, there are no addresses — just the name of the person they are searching for and the area they live in. The server must either know where to find the debtor, or speak with others in the area to locate the residence. Debtors are allowed to keep their seized property while they are making payments toward the judgment, or they make keep the property for 30 days while they make an effort to sell the property in question to pay the debt. Vehicles seized are held in secured storage lots and an auction is held each month.

The island of Martinique is part of France, therefore the enforcement officers on Martinique function under the French system of Huissiers de Justice. Martinique has 19 Huissiers on the island that has a population of 400,000 people and consists of 36 cities. Until just this year, there was one major court location on the island, but recently several smaller local courts have been established to handle some of the case load. There is also an enforcement profession called Huissiers du Tresor. These officers are employed by the court and handle government and city documents such as tax collection.

The organization on Martinique belongs to the French Chamber of Huissiers de Justice headquartered in Paris, France with Barbara Sigari, acting as the delegate in attendance at all of the chamber meetings in Paris. The Martinique organization is extremely well organized with regular meetings and audits. The Bureau meets each week and the combined chambers of both Martinique and Guyana meet once a year in October.

The UIHJ will proceed with the Ohadac project beginning with the study and research of the system of enforcement in each of the Caribbean states with the goal of training, education, harmonization and cooperation between the states. The UIHJ is offering its resources to this area whenever and wherever needed. Island such as Martinique that are very well trained and organized are asked to help with seminars and training for islands and states which have little or no training. The UIHJ will also approach other organizations in the Caribbean area to develop a relationship between legal professions for the benefit of all.

This is the first of several articles reporting on this project and the discoveries made in the states of the Caribbean.